

Chef d'un gouvernement démissionnaire depuis le début de l'année, Andrej Babiš s'est vu confier, ce mercredi, une seconde chance de former une coalition susceptible d'obtenir la confiance des députés. Le leader du mouvement ANO, net vainqueur des législatives en octobre dernier, a de nouveau été nommé Premier ministre par le président de la République, Miloš Zeman. Une alliance avec les partis social-démocrate (ČSSD) et communiste (KSČ) apparaît aujourd'hui comme l'unique solution possible pour sortir de l'impasse.

Le décompte n'est pas encore achevé, et bien malin serait celui qui, dans l'état actuel des choses, pourrait prétendre savoir quand il s'achèvera. Ce mercredi, 228 jours se sont écoulés depuis la tenue, à l'automne dernier, du scrutin dont le mouvement ANO est arrivé largement en tête en recueillant près de 30 % des suffrages. Un score certes flatteur, qui a d'ailleurs fait pâlir d'envie - et de dépit - l'ensemble des huit autres formations représentées à la Chambre basse du Parlement, mais encore très insuffisant pour pouvoir former un gouvernement majoritaire. Du coup, jamais encore dans son histoire, la République tchèque n'était restée si longtemps dans l'incertitude.

Composé uniquement de ministres membres ou proches du mouvement ANO, le premier gouvernement composé par Andrej Babiš a, sans surprise, échoué à obtenir la confiance de la majorité des 200 députés en janvier dernier. Peu regardant sur l'orientation et les programmes de ses potentiels partenaires, le milliardaire d'origine slovaque, qui conçoit son action politique d'abord comme celle d'un chef d'entreprise dont la qualité première serait le pragmatisme, avait alors entamé sans scrupules des négociations à gauche comme à droite, aussi bien avec le ČSSD qu'avec les chrétiens-démocrates et le parti conservateur démocrate civique (ODS), ou encore, pas gêné plus que ça aux entournares, avec le KSČ et la formation d'extrême-droite Liberté et Démocratie directe (SPD) du loufoque Tomio Okamura, lui aussi ancien homme d'affaires reconverti en politique.

A l'exception du KSČ et du SPD, tous ont toutefois longtemps refusé de traiter avec un homme - unique candidat envisagé pour l'exercice des fonctions de Premier ministre au sein d'un mouvement ANO qu'il a lui-même fondé en 2011 - qui est accusé par la police d'avoir détourné des fonds européens pour la réalisation de son projet de ferme moderne dit du Nid de cigognes et dont le passé d'agent du service de renseignement communiste StB a été reconnu par la justice slovaque.

Le congrès du parti social-démocrate ČSSD, en février, marqué par l'élection d'une nouvelle direction pour un parti en pleine débandade suite aux élections (score de 7,2 %, le plus faible de son histoire récente), a néanmoins constitué un tournant. Moins hostile que l'ancien Premier ministre Bohuslav Sobotka et ses proches à l'idée d'un nouveau travail en commun avec Andrej Babiš, Jan Hamáček, nouveau leader de la social-démocratie, a permis la relance des négociations.

Un nouveau gouvernement suspendu au « oui » ou « non » des sociaux-démocrates

Très vite, un binôme ANO-ČSSD, qui serait « toléré » par le KSČ de façon à obtenir la confiance de la Chambre des députés, a été présenté par Andrej Babiš, soutenu dans son entreprise par le

président de la République, comme la seule perspective désormais envisageable. Après de multiples volte-face de part et d'autre, un terrain d'entente a finalement été trouvé, début mai, entre les deux parties sur le contenu d'un programme de coalition.

Ces avancées significatives ne signifiaient cependant pas encore que cette alliance verrait bien le jour. Leur issue dépend en effet désormais du résultat d'un référendum interne au ČSSD auquel sont conviés à participer les quelque 19 000 membres du parti répartis dans les quatorze régions du pays. Une vaste consultation dans laquelle il leur est demandé s'ils acceptent cette nouvelle coopération à l'échelle gouvernementale avec ANO et Andrej Babiš, incarnation du diable pour un certain nombre d'entre eux, ou, au contraire, s'ils préfèrent voir « leur » ČSSD rester à l'ombre dans les rangs de l'opposition.

Bien qu'il faille attendre le 15 juin pour connaître le résultat - très incertain - de ce référendum, et avec lui donc la suite qui sera donnée par la social-démocratie au projet de cabinet, Miloš Zeman a décidé de nommer une nouvelle fois Andrej Babiš Premier ministre, comme l'y autorise la Constitution, dès ce mercredi, et ce donc sans tenir compte du choix qui sera celui du ČSSD... Si ce choix est celui du « oui » (« ano » en tchèque...), le gouvernement ANO- ČSSD sollicitera la confiance des députés probablement le 11 juillet. Dans le cas contraire, allez savoir...